

Renforcer les systèmes nationaux d'apprentissage en vue de la réalisation de l'ODD4-Education 2030 et de la CESA

Messages clés de l'équipe de travail sur le renforcement des systèmes éducatifs (SYSTeam) pour la Conférence panafricaine sur l'éducation (PACE)

Contexte and objectifs:

Pour progresser vers l'atteinte de l'ODD4-Education 2030, qui est au cœur de la réalisation de tous les ODD, une planification et un suivi attentifs des systèmes éducatifs nationaux sont nécessaires. Les efforts visant à élaborer des politiques et des stratégies rigoureuses dans le secteur de l'éducation sont essentiels, car ils permettent aux pays d'engager un dialogue productif avec les parties prenantes de l'éducation.

Le Cadre d'Action Education 2030 promeut des systèmes éducatifs dotés de ressources suffisantes, efficaces, équitables, pertinents, résilients et gérés de façon efficace qui peuvent répondre aux besoins d'apprentissage divers de tous les enfants, les jeunes et les adultes dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.

Dans ce contexte, l'objectif de SYSTeam est de soutenir le développement des capacités nationales de planification et de gestion des systèmes éducatifs dans les pays d'Afrique subsaharienne.

« Les systèmes éducatifs doivent être adaptés et répondre à des marchés du travail en rapide évolution, aux avancées technologiques, à l'urbanisation, aux migrations, à l'instabilité politique, à la dégradation de l'environnement, aux risques et aux catastrophes naturelles, à la concurrence vis-à-vis des ressources naturelles, aux défis démographiques, à la hausse du chômage mondial, à la pauvreté persistante, au creusement des inégalités et aux menaces croissantes contre la paix et la sécurité » Cadre d'Action ED2030.

Nous appuyons les pays dans le renforcement de leurs systèmes éducatifs pour améliorer l'apprentissage et l'équité

MESSAGES CLE

- **Renforcer les capacités nationales et institutionnelles en matière de planification de l'éducation à travers le dialogue sectoriel**

Les cycles de planification nationale et les mécanismes de dialogue sectoriel efficaces au niveau des pays offrent d'importantes possibilités de repenser la finalité de l'éducation et l'organisation de l'apprentissage. Le dialogue sectoriel inclusif et participatif doit être renforcé à toutes les étapes des cycles de politique et de planification éducative nationale, de la collecte de données à l'analyse des systèmes et à la définition de stratégies contextualisées au niveau national et des indicateurs correspondants. L'agenda holistique de l'ODD4 couvrant tous les domaines de l'éducation et de l'apprentissage doit être intégré dans les plans sectoriels nationaux en établissant des priorités et en utilisant une approche progressive centrée sur le renforcement des capacités nationales.

Une cartographie des politiques et des capacités par le biais d'un dialogue sectoriel concerté et inclusif utilisant les mécanismes existants, tels que les groupes locaux d'éducation (GLE), peut être réalisée afin d'analyser les situations actuelles, d'identifier les options et les arbitrages en matière de politiques, et de définir l'intégration progressive des objectifs et engagements de l'ODD4-Education 2030 dans les politiques et stratégies du secteur de l'éducation et leurs

plans d'action chiffrés. Ce processus exige une réflexion sérieuse au niveau des pays sur la signification des nouveaux agendas éducatifs mondiaux et continentaux et offre l'occasion de s'appuyer sur la vision de systèmes d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie inclusifs et pertinents. Les cadres éducatifs continentaux et sous-régionaux, notamment la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25) de l'Union africaine, devraient être pris en considération.

- **Renforcer les systèmes de données nationales et les cadres de suivi et d'évaluation pour améliorer le suivi et l'établissement de rapports**

Des lacunes importantes en matière de données, de politiques et de capacités doivent être comblées pour répondre à la nouvelle vision d'une éducation et d'un apprentissage de qualité pour tous. Il est essentiel de s'appuyer sur les systèmes existants pour intégrer progressivement les objectifs de la CESA et de l'ODD4 ainsi que les stratégies et indicateurs pertinents dans les plans nationaux du secteur de l'éducation et leurs cadres de suivi et d'évaluation.

Parmi les actions recommandées pour améliorer la disponibilité des données nationales en Afrique subsaharienne figurent : renforcer et adapter les Systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) à l'ODD4; développer des modules éducatifs dans les enquêtes auprès des ménages ; améliorer les capacités de production de données sur le financement et les dépenses ; fournir des informations sur les évaluations des apprentissages ; renforcer le dialogue entre les acteurs nationaux des statistiques nationales de l'éducation.

Le suivi est essentiel tout au long du processus : La mise en œuvre efficace de la CESA et de l'ODD4-Education 2030 doit reposer sur de solides cadres nationaux de S&E. La qualité, la disponibilité et la pertinence des données existantes pour suivre les progrès vers les objectifs et les engagements doivent être évaluées, avec un accent particulier sur les domaines difficiles à mesurer tels que l'équité, la qualité et la pertinence de l'apprentissage. Les pays peuvent également réfléchir à des indicateurs supplémentaires pour mesurer de manière plus complète, entre autres, l'adéquation des environnements d'apprentissage, la pertinence des résultats d'apprentissage et l'acquisition de compétences et de valeurs adéquates, désagrégées et au niveau sous-national.

Il est nécessaire de redoubler d'efforts pour aligner et harmoniser les cadres d'indicateurs de la CESA 16-25 et de l'ODD4 afin de favoriser une coordination harmonisée et l'établissement de rapports entre les niveaux national, régional, continental et mondial.

- **Promouvoir des modèles d'éducation alternative et faciliter des parcours flexibles par la reconnaissance et la certification**

Des données récentes établissant un lien entre les résultats d'apprentissage et la fréquentation scolaire montrent que plus des deux tiers des 387 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire incapables de lire correctement dans le monde entier sont scolarisés. Il en va de même pour environ 137 millions d'adolescents en âge de fréquenter l'école secondaire inférieure (ISU 2017). Dans ce contexte, il est essentiel non seulement de rendre les écoles plus pertinentes et de meilleure qualité, mais aussi de fournir des modèles d'apprentissage alternatifs et innovants pour garantir que tous les apprenants acquièrent des connaissances, des compétences et des valeurs pertinentes pour le monde du travail, leur développement personnel et leur vie sociale et civique.

La vision de l'Agenda Education 2030 dépasse la scolarisation pour viser l'apprentissage : les systèmes éducatifs sont appelés à tirer parti de tous les moyens et modes d'apprentissage formel et alternatif pour faire en sorte que les divers besoins d'apprentissage de tous les enfants, les jeunes et les adultes soient satisfaits par des systèmes d'apprentissage multiples et ouverts et avec des parcours flexibles entre eux. La reconnaissance et la certification des connaissances et des compétences acquises de manière non formelle est cruciale pour assurer le succès de cette approche et intégrer l'éducation alternative dans un système d'apprentissage flexible et inclusif.

- **Renforcer la collaboration entre les sous-secteurs/ministères.**

La coordination interministérielle peut poser un défi : plus de 50 % des pays d'Afrique subsaharienne (et plus de 70 % en Afrique de l'Ouest et du Centre) ont entre 2 et 4 ministères en charge de l'éducation, avec des configurations différentes d'un pays à l'autre. Cela met en évidence les difficultés éventuelles à assurer la cohérence à l'échelle du système et la collaboration interministérielle pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques intégrées. Même

lorsqu'il n'y a qu'un seul ministère couvrant l'ensemble du secteur, la collaboration intersectorielle requise pour l'ODD4 peut encore se heurter à d'importants défis.

Établir un lien entre l'ODD4 et le programme national plus large des ODD : Une approche intégrée sera nécessaire pour une collaboration intersectorielle et inter-gouvernementale plus systématique afin de répondre aux domaines des modes de vie et des aptitudes à la vie courante durables, de la diversité culturelle, de la santé et de l'éducation au bien-être, ainsi que pour intégrer d'autres secteurs qui sont essentiels à la réalisation de l'objectif de l'éducation, tels que le travail et l'environnement. En outre, il faut reconnaître le rôle central de l'éducation dans la réalisation de tous les ODD. Des partenariats multipartenaires renforcés et diversifiés, notamment avec les gouvernements, les organisations de la société civile, l'ONU et les agences bi/multilatérales, les universités, les organisations de jeunesse, le secteur privé et les fondations, jouent tous un rôle clé pour une mise en œuvre efficace.

- **Élaborer des politiques et des plans sectoriels de l'éducation inclusifs**

L'ODD4-Education 2030 offre aux pays l'occasion de repenser leurs systèmes éducatifs pour les adapter aux besoins des sociétés et des individus, y compris les groupes vulnérables tels que les réfugiés et les personnes déplacées, et aux partenaires de repenser leur type d'appui et de renforcement des capacités. Dans le Cadre d'action Education 2030, les pays se sont engagés à « à concevoir des systèmes éducatifs plus inclusifs, réactifs et résilients, afin de répondre aux besoins des enfants, des jeunes et des adultes qui sont confrontés à ces situations, notamment les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les réfugiés. » Le Cadre d'action comprend également comme « Option stratégique » sous la cible 4.5 : « Veiller à ce que les politiques d'éducation et les plans sectoriels ainsi que leurs budgets respectent les principes de nondiscrimination et d'égalité dans et par l'éducation, et développer et mettre en œuvre des stratégies urgentes et ciblées en faveur des groupes vulnérables et exclus » Veiller à ce que les politiques éducatives, les plans sectoriels et la planification budgétaire incluent l'évaluation des risques, la préparation et la réponse aux situations d'urgence en matière d'éducation, et les initiatives qui répondent aux besoins éducatifs des enfants, des jeunes et des adultes affectés par les catastrophes, les conflits, les déplacements et les épidémies, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés. » Si les systèmes éducatifs doivent devenir plus résilients, plus réactifs face aux conflits, aux troubles sociaux et aux aléas naturels et capables d'assurer l'apprentissage dans les situations d'urgence, de conflit et post-conflit, ils jouent également un rôle essentiel dans la prévention et l'atténuation des conflits et dans la promotion de la cohésion sociale et de la paix.

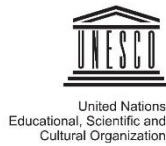
- **Améliorer le financement de l'éducation**

Alors que les États d'Afrique font d'importants efforts budgétaires pour améliorer leurs systèmes éducatifs, de graves déficits de financement continuent de se profiler et il est nécessaire d'améliorer l'efficacité des dépenses et d'assurer une répartition équitable. L'aide extérieure à l'éducation a diminué dans la région. Ces déficits de financement se traduisent par une part croissante des dépenses d'éducation supportées par les ménages - près de 50 % dans certains pays - et mettent en péril la fourniture d'un accès équitable et de résultats d'apprentissage pertinents pour tous. Le financement de l'éducation dans les contextes humanitaires est particulièrement difficile en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Étant donné que la responsabilité première de l'éducation incombe aux gouvernements nationaux, il sera crucial non seulement de mobiliser des ressources nationales accrues, mais aussi d'améliorer leur efficacité et leur efficience. Il est tout aussi essentiel d'assurer une répartition équitable de ces ressources au profit d'abord et avant tout des personnes les plus à risque de ne pas apprendre. Des mécanismes de financement novateurs, par exemple par le biais de partenariats public-privé dans l'EFTP et l'enseignement supérieur, doivent être envisagés et l'efficacité du financement international doit être renforcée par l'harmonisation, une meilleure coordination et la création de nouvelles alliances, tout en soutenant la capacité des pays à décaisser des fonds.

La mobilisation de ressources pour un financement adéquat de l'éducation, la production et la communication régulière de données et d'indicateurs financiers et le suivi transparent de tous les flux financiers contribueront à assurer une plus grande équité, une utilisation plus efficace des ressources, une planification plus efficace et un meilleur suivi des engagements nationaux et internationaux en faveur de l'ODD4. En rassemblant les sources de financement de l'éducation dans un cadre commun, les Comptes Nationaux de l'Education peuvent être utilisés pour mieux cibler les ressources éducatives et améliorer les décisions politiques.

Les membres du Groupe régional de coordination du ODD4-Education 2030 en Afrique de l'Ouest et du Centre (GRC4) qui soutiennent les domaines liés à la politique, la planification, la gestion et le financement de l'éducation ont uni leurs forces en vue de soutenir l'intégration du ODD4-Education 2030 dans la planification nationale de l'éducation, centrée sur le renforcement des capacités nationales et institutionnelles. Les activités de l'équipe spéciale sur le [renforcement des systèmes éducatifs](#) (SYSTeam) sont axées sur l'élaboration d'outils et de cadres d'appui, le partage des meilleures pratiques et l'appui au renforcement des capacités nationales en matière de planification sectorielle et de systèmes de données nationales dans le contexte de l'ODD4-Education 2030, y compris dans les États fragiles touchés par des conflits.



Forum des éducatrices africaines

Co-leads de l'Equipe de travail sur le renforcement des systèmes éducatifs (SYSTeam):

Lily Neyestani-Hailu

Specialiste de programme en charge de politique et
planification de l'Education
Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO
Dakar, Sénégal
l.hailu@unesco.org

Nicolas Reuge

Conseiller régional pour l'éducation
UNICEF – Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Dakar, Senegal
nreuge@unicef.org